

*Alternative
Libertaire*

formation@alternativelibertaire.org

communistes libertaires ?



septembre 2018

Introduction :

une vision anti-autoritaire de la transformation sociale

Le texte de Daniel Guérin, « Trois problèmes de la révolution » est parfait pour une « introduction au communisme libertaire ».

Lorsqu'il publie *Jeunesse du socialisme libertaire* en 1959, Daniel Guérin a 55 ans, une vie de révolutionnaire déjà bien remplie. Et pourtant, cet infatigable militant est à un tournant de sa recherche théorique. Il s'efforce de poser les problèmes modernes de la révolution en faisant le bilan des révolutions passées, et en appréciant la justesse de vue des marxistes d'une part, des anarchistes d'autre part. Il s'efforce à l'objectivité, ne cherche à dissimuler ni les aveuglements, ni la lucidité dont ont pu faire preuve les uns et les autres. Il en tire la conclusion de la nécessité de l'anti-étatisme dans la transformation socialiste de la société.

Certaines appréciations de ce texte, sur les pays de l'Est par exemple, peuvent paraître bien naïves à soixante ans de distance. Mais l'intérêt de cette réflexion est bien de constituer une introduction, en mettant le doigt sur ces fameux « trois problèmes » à résoudre dans la conception de la révolution et dont, pense-t-il, le communisme libertaire doit contenir la solution :

- 1.** Dans la période de lutte révolutionnaire, quelles doivent être les parts respectives de la spontanéité et de la conscience, des masses et de la direction ?
- 2.** Une fois l'ancien régime d'oppression renversé, quelle forme d'organisation politique ou administrative faut-il substituer à celle qui vient d'être vaincue ?
- 3.** Enfin, par qui et comment doit être administrée l'économie après l'abolition de la propriété [...] ? »

Ce cahier constitue une introduction, il ne se substitue pas, par exemple, au *Projet de société communiste libertaire* édité par Alternative libertaire, et qui reste le texte de référence en la matière. À la fin de ce cahier, une bibliographie donne quelques indications de textes à lire pour aller plus loin.

Trois problèmes de la Révolution

Daniel Guérin, *Jeunesse du socialisme libertaire*, 1959

Voline, historien libertaire de la Révolution russe, après en avoir été l'acteur et le témoin, écrit : « *Un problème fondamental nous est légué par les révolutions précédentes : j'entends surtout celle de 1789 et celle de 1917 ; dressées pour une grande partie contre l'oppression, animées d'un souffle puissant de liberté et proclamant la liberté comme leur but essentiel, pourquoi ces révolutions sombrèrent-elles dans une nouvelle dictature exercée par d'autres couches dominatrices et privilégiées, dans un nouvel esclavage des masses populaires ? Quelles seraient les conditions qui permettraient à une révolution d'éviter cette triste fin ? Cette fin serait-elle due à des facteurs passagers et même, simplement, à des erreurs et à des fautes pouvant être écartées dorénavant ? Et dans ce dernier cas, quels seraient les moyens d'éliminer le danger qui menace les révolutions à venir ?* » ¹

Je pense avec Voline que les deux grandes expériences historiques de la Révolution française et de la Révolution russe sont indissolublement liées. Malgré les différences d'époque, de milieu environnant, de « contenu de classe », le problème qu'elles soulèvent, les écueils auxquels elles se sont heurtées sont fondamentalement les mêmes. Tout au plus se manifestent-ils dans la première révolution d'une façon plus embryonnaire que dans la deuxième. Aussi, les hommes d'aujourd'hui ne peuvent-ils espérer trouver le chemin de leur émancipation définitive que s'ils savent distinguer dans les deux expériences ce qui fut progrès et ce qui fut échec, afin d'en tirer des leçons pour l'avenir.

La cause essentielle de l'échec relatif des deux plus grandes révolutions de l'Histoire ne réside, à mon avis, pour reprendre les termes de Voline, ni dans la « fatalité historique », ni dans de simples « erreurs » subjectives des acteurs révolutionnaires. La Révolution porte en elle-même une grave contradiction (contradiction qui, heureusement, on y reviendra, n'est pas irrémédiable et s'atténue avec le temps) : elle ne peut surgir, elle ne peut vaincre que si elle part des profondeurs des masses populaires elles-mêmes, de leur irrésistible soulèvement spontané ; mais les masses populaires, si l'instinct de classe les pousse à rompre leurs chaînes, manquent d'éducation et de conscience. Et,

¹ *La Révolution inconnue, 1917-1921*, Voline, 1947, Bélibaste (réédition épuisée), 1969, p. 19 ; Verticales/Imprimerie Slatkine (Genève), 1997. Dans *L'Unique et sa propriété* (1845), Max Stirner énonçait déjà comme étant le « principe de la Révolution » cet axiome pessimiste : « *Un nouveau maître est toujours mis à la place de l'ancien et la destruction est une reconstruction. [...] Le maître ressuscitant comme État, le serviteur reparaît comme citoyen* ». Traduction française, Ed. SLIM, 1948, pp. 139 et 172-173.

comme elles se heurtent, dans leur élan formidable, mais tumultueux et aveugle, vers la liberté, à des classes sociales privilégiées, conscientes, instruites, organisées, expérimentées, elles ne peuvent triompher de la résistance qu'elles rencontrent que si elles réussissent à acquérir, dans le feu de la lutte, la conscience, la science, l'organisation, l'expérience qui leur manquent. Mais le fait même de forger les armes qui viennent d'être sommairement énumérées et qui seules peuvent leur assurer la supériorité sur l'adversaire comporte en soi un immense péril : celui de tuer la spontanéité qui est le nerf de la Révolution, celui de compromettre la liberté dans l'organisation, celui de laisser confisquer le mouvement par une élite minoritaire de militants plus instruits, plus conscients, plus expérimentés qui, pour commencer, s'offrent comme guides pour, à la fin, s'imposer comme chefs et soumettre les masses à une nouvelle forme d'oppression de l'homme par l'homme.

Depuis que le socialisme a été capable de penser ce problème, depuis qu'il a eu la perception de cette contradiction, c'est-à-dire, en gros, depuis le milieu du XIX^e siècle, il n'a cessé de s'y débattre, d'osciller entre les deux pôles extrêmes de la liberté et de l'ordre. Chacun de ses penseurs et de ses acteurs s'est efforcé laborieusement, à tâtons, au prix de toutes sortes d'hésitations et de contradictions, de résoudre le dilemme fondamental de la Révolution. Proudhon, dans son fameux *Mémoire sur la propriété* (1840), avait cru en trouver la synthèse, lorsqu'il écrivait avec optimisme « *La plus haute perfection de la société se trouve dans l'union de l'ordre et de l'anarchie.* » Mais, un quart de siècle plus tard, il constate avec mélancolie :

« *Ces deux idées, liberté [...] et ordre, sont adossées l'une à l'autre. [...] On ne peut ni les séparer, ni les absorber l'une dans l'autre ; il faut se résigner à vivre avec toutes deux, en les équilibrant. [...] Aucune force politique n'a encore donné la vraie solution de l'accord de la liberté et de l'ordre.* »²

Aujourd'hui un immense empire, bâti sous le signe du « socialisme » (et du « communisme »)³, cherche péniblement, empiriquement, parfois convulsivement, à s'évader du carcan de fer d'un « ordre » fondé sur la contrainte, pour retrouver le chemin de la liberté auquel aspirent ses millions de sujets, chaque jour plus dégrossis et plus conscients. Le problème demeure donc posé, de façon toujours brûlante, et le dernier mot n'est pas dit.

Si l'on regarde de plus près, ce problème comporte trois aspects relativement distincts, bien qu'étroitement liés :

² *De la capacité politique des classes ouvrières*, Proudhon, 1864 ; Librairie Marcel Rivière & Cie, 1924, p. 200 ; Ed. du Monde libertaire, 1977.

³ Daniel Guérin évoque ici l'URSS, en pleine tentative de « déstalinisation » par Khrouchtchev.

1. Dans la période de lutte révolutionnaire, quelles doivent être les parts respectives de la spontanéité et de la conscience, des masses et de la direction ?

2. Une fois l'ancien régime d'oppression renversé, quelle forme d'organisation politique ou administrative faut-il substituer à celle qui vient d'être vaincue ?

3. Enfin, par qui et comment doit être administrée l'économie après l'abolition de la propriété privée (problème qui se pose dans toute son ampleur pour la révolution prolétarienne mais qui ne s'est posé que de façon encore embryonnaire pour la Révolution française) ?

Sur chacun de ces trois points, les socialistes du XIX^e siècle ont hésité, tergiversé, se sont contredits, affrontés. Quels socialistes ?

En gros, l'on peut distinguer parmi eux trois courants principaux :

- Ceux que j'appellerais les *autoritaires*, les *étatistes*, les *centralistes*, héritiers, les uns de la tradition jacobine et blanquiste de la Révolution française, les autres de la tradition allemande (ou plus exactement prussienne) de la discipline militaire et de l'État avec un grand E.

- Ceux que j'appellerais les *anti-autoritaires*, les *libertaires*, héritiers, pour une part, de la démocratie directe de 1793, de l'idée communaliste et fédéraliste, et, pour une autre, de l'apolitisme saint-simonien aspirant à substituer au gouvernement politique l'« *administration des choses* ».

- Enfin, les *socialistes dits scientifiques* (Marx et Engels) s'efforçant laborieusement, et pas toujours avec cohésion ni succès, et souvent pour des motifs purement tactiques (car ils devaient faire des concessions aux deux ailes autoritaire et libertaire du mouvement ouvrier), de concilier les deux courants précédents, de trouver un compromis entre l'idée autoritaire et l'idée libertaire.

Essayons de résumer brièvement les tentatives faites par ces trois courants de la pensée socialiste pour résoudre les trois problèmes fondamentaux de la Révolution.

☆ **Spontanéité et conscience**

Les autoritaires n'ont pas confiance dans la capacité des masses à parvenir d'elles-mêmes à la conscience, et ils ont, même lorsqu'ils prétendent le contraire, une peur panique des masses. S'il faut les en croire, elles sont encore abruties par des siècles d'oppression. Elles ont besoin d'être guidées et dirigées. Une petite élite de chefs doit se substituer à elles, leur enseigner une stratégie révolutionnaire et les conduire à la victoire.

Les libertaires, au contraire, soutiennent que la Révolution doit être l'œuvre des

masses elles-mêmes, de leur spontanéité, de leur libre initiative, de leurs facultés créatrices aussi insoupçonnées que formidables. Ils mettent en garde contre les chefs qui, au nom d'une plus grande conscience, prétendent s'imposer aux masses pour ensuite les spolier des fruits de leur victoire.

Quant à Marx et Engels, ils placent tantôt l'accent sur la spontanéité et tantôt sur la conscience. Mais leur synthèse demeure boiteuse, incertaine, contradictoire. Il convient d'ailleurs de préciser que les libertaires n'échappent pas toujours, eux non plus, au même reproche. On trouve dans Proudhon, se juxtaposant à l'exaltation optimiste de la « *capacité politique des classes ouvrières* », des passages pessimistes dans lesquels il jette le doute sur ladite capacité et rejoint les autoritaires dans leur suggestion que les masses doivent être dirigées d'en haut⁴. De même, Mikhaïl Bakounine ne réussit jamais à se dépouiller complètement du conspiratisme « quarante-huitard » de sa jeunesse et, aussitôt après avoir misé sur l'irrésistible instinct primaire des masses, le voilà qui préconise le « noyautage » invisible de celles-ci par des dirigeants conscients et organisés en sociétés secrètes. D'où ce singulier chassé-croisé : ceux qu'il accuse, parfois non sans fondement, d'autoritarisme le prennent en flagrant délit de machiavélisme autoritaire.

Les deux tendances antagonistes de la Première Internationale se reprochent réciproquement, chacune avec quelque raison, des manœuvres souterraines, en vue de s'assurer le contrôle du mouvement⁵. Il faudra attendre, comme on le verra, Rosa Luxemburg pour qu'une synthèse à peu près valable soit proposée entre la spontanéité et la conscience. Mais Trotski compromet cet équilibre si laborieusement atteint pour porter la contradiction à son comble : il est, par certains côtés, luxemburgiste » ; il a, comme en témoignent notamment son 1905 et son *Histoire de la Révolution russe*⁶, le sens et l'instinct de la révolution par en bas ; il met l'accent sur l'action autonome des masses ; mais il se rallie finalement, après les avoir brillamment combattues, aux conceptions d'organisation blanquistes de Lénine⁷ et, une fois au pouvoir, il lui arrivera de se comporter de façon plus autoritaire encore que son chef de file. Enfin, dans le dur combat de son exil, il s'abritera derrière Lénine devenu tabou pour tenter le procès de Staline ; et cette identification lui interdira jusqu'à son dernier jour de déjouer la part de luxemburgisme qui était en lui.

⁴ In *De la capacité...*, Proudhon, pp. 88 et 119.

⁵ Voir *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs*, Londres-Hambourg, 21 juillet 1873.

⁶ Trotski, 1905, Ed. de Minuit, 1976, *Histoire de la Révolution russe*, Rieder, Paris, 1933.

⁷ Trotski, *Terrorisme et Communisme*, 1920, éd. française, 1936, p. 53 ; in *Œuvres complètes*, EDI.

☆ La question du pouvoir

Les autoritaires soutiennent que les masses populaires, dirigées par leurs chefs, doivent substituer à l'État bourgeois leur propre État décoré de l'épithète « prolétarien » et que, pour assurer la pérennité du second, ils doivent pousser à l'extrême les moyens de contrainte dont usait le premier (centralisation, discipline, hiérarchie, police). Ce schéma arrache aux libertaires – et cela depuis plus d'un siècle – des cris d'épouvante et d'horreur. À quoi bon, demandent-ils, une révolution qui se contenterait de remplacer un appareil d'oppression par un autre ? Adversaires irréductibles de l'État, de toute forme d'État, ils attendent de la révolution prolétarienne l'abolition totale et définitive de la contrainte étatique. Au vieil État oppresseur, ils voudraient substituer la libre fédération des communes associées, la démocratie directe de bas en haut.

Marx et Engels, entre ces deux tendances extrêmes, cherchent leur voie. Ils ont subi l'empreinte jacobine mais, d'une part, le contact avec Proudhon, vers 1844, l'influence d'un Moïse Hess, d'autre part, la critique de l'hégélianisme, la découverte de l'« *aliénation* », les ont rendus quelque peu libertaires. Ils rejettent l'étatisme autoritaire aussi bien du Français Louis Blanc que de l'Allemand Lassalle. Ils se déclarent partisans de l'abrogation de l'État. Mais à terme. L'État, le « *fatras gouvernemental* », doit subsister au lendemain de la Révolution, pour un temps seulement. Dès que les conditions matérielles seront réalisées, qui permettront de se passer de lui, il « *dépérira* ». Et, en attendant ce jour, il faut s'efforcer d'en « *atténuer aussitôt au maximum les plus fâcheux effets* »⁸. Cette perspective immédiate inquiète, à juste titre, les libertaires. La survie même « *provisoire* » de l'État ne leur dit rien qui vaille et ils annoncent prophétiquement qu'une fois réinstallé, le Léviathan⁹ refusera obstinément de se démettre. La critique talonnante des libertaires met Marx et Engels dans l'embarras et il leur arrive de faire à leurs adversaires de tendance de telles concessions qu'à un certain moment la dispute entre socialistes sur l'État semble n'avoir plus d'objet ou n'être plus qu'une simple querelle de mots. Hélas ce bel accord ne dure que l'espace d'un matin !

Mais le bolchevisme du XX^e siècle révèle qu'il ne s'agissait pas d'une dispute purement verbale. L'État transitoire de Marx et d'Engels devient, déjà sous une forme embryonnaire, avec Lénine et, encore bien davantage, avec la postérité de Lénine, un monstre tentaculaire, qui proclame sans ambages son refus de dé périr.

⁸ Préface d'Engels du 18 mars 1891 à *La Guerre civile en France* de Marx, première édition en français, Bibliothèque d'études socialistes, 1901 ; Éditions sociales, 1953.

⁹ Titre de l'ouvrage célèbre de l'Anglais Thomas Hobbes (1651), qui était, entre autres, une apologie du despotisme.

☆ La gestion de l'économie

Enfin, par quel régime de propriété remplacer le capitalisme privé ?

Les autoritaires ne sont pas embarrassés pour répondre. Comme leur défaut principal est de manquer d'imagination et qu'ils ont peur de l'inconnu, ils prennent appui sur des formes d'administration et de gestion plagiées du passé. L'État captera dans son immense filet toute la production, tout l'échange, toute la finance. Le « capitalisme d'État » survivra à la révolution sociale. La bureaucratie, déjà géante sous Napoléon, sous le roi de Prusse ou sous le tsar, ne se contentera plus, en régime socialiste, de percevoir des impôts, de lever des armées, de multiplier ses polices : elle étendra ses tentacules sur les usines, sur les mines, les banques, les moyens de transport. Les libertaires poussent un cri d'effroi. Cette extension exorbitante des pouvoirs de l'État leur apparaît comme le tombeau de la liberté. Max Stirner a été l'un des premiers à s'insurger contre l'étatisme de la société communiste¹⁰. Proudhon ne crie pas moins fort, et Bakounine le suit : « *Je déteste le communisme, déclare-t-il dans un discours, parce qu'il aboutit nécessairement à la centralisation de la propriété entre les mains de l'État, tandis que moi [...] je veux l'organisation de la société et de la propriété collective ou sociale de bas en haut, par la voie de la libre association, et non de haut en bas par le moyen de quelque autorité que ce soit.* »¹¹

Mais les anti-autoritaires ne sont pas unanimes dans la formulation de leur contre-proposition. Stirner suggère une « libre association » d'« égoïstes », trop philosophique d'inspiration et aussi trop instable. Proudhon, plus concret, une combinaison par certains côtés rétrograde, petite-bourgeoise, correspondant au stade désormais dépassé de la petite industrie, du petit commerce, de l'artisanat : la propriété privée doit être sauvegardée ; les petits producteurs, demeurés indépendants, doivent se prêter une aide mutuelle ; tout au plus admet-il la propriété collective dans un certain nombre de secteurs, dont il convient qu'ils sont déjà conquis par la grande industrie : les transports, les mines, etc. Mais Stirner comme Proudhon, chacun à sa manière, prêtent ainsi le flanc à la volée de bois vert que leur administre, d'ailleurs quelque peu injustement, le marxisme.

Bakounine, lui, se sépare délibérément de Proudhon. Contre son maître, il fait, un instant, dans la Première Internationale, front unique avec Marx. Il rejette l'individualisme post-proudhonien. Il tire les conséquences de l'industrialisation. Il appelle de ses vœux la propriété collective. Il se présente comme ni communiste, ni mutuelliste, mais collectiviste. La production doit être gérée, à la fois sur la base locale, par la « *solidarisation des communes* », et sur la base professionnelle par des compagnies (ou associations) ouvrières. Sous l'influence des bakouninistes, le

¹⁰ *L'Unique et sa propriété*, déjà cité.

¹¹ Discours au congrès de Berne (1868) de la Ligue de la paix et de la liberté, in *Mémoire de la Fédération jurassienne*, Sonvillier, 1873, p. 28.

congrès de la Première Internationale à Bâle, en 1869, décide que, dans la société future, « le gouvernement sera remplacé par les conseils des corps de métier »¹². Marx et Engels, entre les deux extrêmes, flottent et louvoient. Dans le *Manifeste communiste* de 1848, inspiré par Louis Blanc, ils avaient adopté la trop commode solution omni-étatique. Mais, plus tard, sous l'influence de la Commune de 1871 et la pression des anarchistes, ils tempéreront cet étatismisme et parleront d'« *autogouvernement des producteurs* »¹³. Mais ces velléités libertaires ne seront pas de longue durée et presque aussitôt ils reviendront, dans la lutte à mort qu'ils engagent contre Bakounine et ses disciples, à une phraséologie plus autoritaire et étatiste.

Ce n'est donc pas absolument sans raison (bien que pas toujours avec une entière bonne foi) que Bakounine accuse les marxistes de rêver de concentrer entre les mains de l'État toute la production industrielle et agricole. Chez Lénine, les tendances étatistes et autoritaires, se superposant à un anarchisme qu'elles contredisent et annihilent, sont déjà en germe, et sous Staline, la « quantité » se transformant en « qualité », elles dégénèrent en un capitalisme d'État oppresseur que Bakounine, dans sa critique, parfois injuste, de Marx, semble avoir anticipé.

Ce bref rappel historique n'a d'intérêt que dans la mesure où il peut nous aider à nous orienter dans le présent. Les enseignements que nous en tirons nous font comprendre, de façon aussi éclatante que dramatique, que, malgré bien des conceptions qui apparaissent aujourd'hui désuètes, enfantines et démenties par l'expérience (par exemple leur « apolitisme »), les libertaires avaient raison sur l'essentiel contre les autoritaires. Les seconds ont déversé des flots d'injures sur les premiers, traitant leur programme de « *ramassis d'idées d'outre-tombe* »¹⁴, d'utopies réactionnaires, périmées et décadentes¹⁵. Mais il s'avère aujourd'hui, comme le souligne avec force Voline¹⁶, que c'est l'idée autoritaire qui, loin d'appartenir au futur, n'est autre qu'une séquelle du vieux monde bourgeois, usé et moribond. S'il est une utopie, c'est bien celle du soi-disant « communisme » d'État, dont la faillite est si patente que ses propres bénéficiaires (préoccupés avant tout de sauver leurs intérêts de caste privilégiée) cherchent aujourd'hui, laborieusement et à tâtons, les moyens de l'amender et de s'en évader.

L'avenir n'est ni au capitalisme classique, pas davantage, comme voulait nous en persuader feu Merleau-Ponty, au capitalisme revu et corrigé par un « *néolibéralisme* » ou par le réformisme social-démocrate. Leur double faillite n'est pas moins retentissante que celle du « communisme » d'État. L'avenir est toujours,

¹² Voir Oscar Testut, *L'Internationale*, 1871, p. 154.

¹³ Marx, *La Guerre civile en France*, 1871, op. cité.

¹⁴ « Les Prétendues Scissions de l'Internationale », 5 mars 1872, reproduit dans *Le Mouvement socialiste*, juillet-décembre 1913.

¹⁵ Plekhanov, *Anarchisme et Socialisme, force et violence*, fin du ch. VI et préface d'Eleanor Marx-Aveling, Librairie de l'Humanité, 1923.

¹⁶ Voline, op. cité, pp. 218 et 229.

est plus que jamais au communisme mais à un communisme libertaire. Comme l'annonçait prophétiquement Kropotkine, dès 1896, notre époque « portera le cachet du réveil des idées libertaires. [...] La prochaine révolution ne sera plus la révolution jacobine »¹⁷.

Les trois problèmes fondamentaux de la Révolution, que nous avons esquissés plus haut, doivent et peuvent trouver enfin leur solution. Nous n'en sommes plus aux balbutiements, aux tâtonnements de la pensée socialiste du XIX^e siècle. Les problèmes ne se posent plus dans l'abstrait, mais dans le concret. Nous disposons aujourd'hui d'une ample moisson d'expériences pratiques. La technique de la Révolution s'est immensément enrichie. L'idée libertaire ne s'inscrit plus dans les nuages mais se dégage des faits eux-mêmes, des aspirations les plus profondes, même quand elles sont refoulées, et les plus authentiques des masses populaires.

Le problème de la spontanéité et de la conscience est bien plus aisé à résoudre aujourd'hui qu'il y a un siècle. Les masses, si elles sont toujours, du fait même de l'oppression sous laquelle on les maintient courbées, quelque peu en retard sur la faillite du système capitaliste, si elles manquent encore d'éducation et de lucidité politique, ont rattrapé une bonne part de leur retard historique. Partout, dans les pays capitalistes avancés, aussi bien que dans les pays en voie de développement et dans ceux assujettis au soi-disant « communisme » d'État, elles ont fait un prodigieux bond en avant. Elles sont beaucoup moins faciles à duper. Elles savent l'étendue de leurs droits. Leurs connaissances du monde et de leur propre destin se sont considérablement enrichies. Si la carence du prolétariat français d'avant 1840, du fait de son inexpérience et de son petit nombre, a pu engendrer le blanquisme ; celle du prolétariat russe d'avant 1917, le léninisme ; celle du nouveau prolétariat épuisé et démantelé après la guerre civile de 1918-1920, ou fraîchement déraciné de la campagne, le stalinisme ; aujourd'hui les masses laborieuses ont beaucoup moins besoin d'abdiquer leurs pouvoirs entre les mains de tuteurs autoritaires et soi-disant infaillibles.

D'autre part, grâce notamment à Rosa Luxemburg¹⁸, l'idée a pénétré dans la pensée socialiste que, même si les masses ne sont pas encore entièrement mûres, même si la fusion entre la science et la classe ouvrière rêvée par Lassalle ne s'est pas encore entièrement opérée, le seul moyen de combler ce retard, de remédier à cette déficience, c'est d'aider les masses à faire elles-mêmes leur apprentissage de la démocratie directe orientée de bas en haut ; c'est de développer, d'encourager, de stimuler leurs libres initiatives ; c'est de leur inculquer le sens de leurs responsabilités – au lieu d'entretenir chez elles, comme le fait le communisme » d'État (qu'il soit au pouvoir ou dans l'opposition), les habitudes séculaires de passivité, de soumission, le complexe d'infériorité que leur

¹⁷ Kropotkine, *L'Anarchie, sa philosophie, son idéal*, Stock, 1896, p. 51.

¹⁸ Voir le texte de Rosa Luxemburg de 1904 reproduit en annexe in Trotski, *Nos tâches politiques*, 1904, traduction française, Belfond, 1970.

a légués un passé d'oppression. Même si cet apprentissage est parfois laborieux, même si le rythme en est parfois lent, même s'il grève la société de frais supplémentaires, même s'il ne peut être effectué qu'au prix de quelque « désordre », ces difficultés, ces retards, ces frais supplémentaires, ces troubles de croissance sont infiniment moins nocifs que le faux ordre, le faux éclat, la fausse « efficacité » du « communisme » d'État qui anéantit l'homme, tue l'initiative populaire et finalement déshonore l'idée même du communisme.

En ce qui concerne le problème de l'État, la leçon de la Révolution russe est écrite clairement sur le mur. Liquidier, comme on l'a fait, dès le lendemain du triomphe de la Révolution, le pouvoir des masses, reconstruire sur les ruines de l'ancienne machine étatique un nouvel appareil d'oppression encore plus perfectionné que le précédent, baptisé frauduleusement « *parti du prolétariat* », et, souvent, en absorbant dans le nouveau régime les « compétences » du régime défunt (toujours imbues de leur ancien pouvoir), laisser peu à peu s'ériger une nouvelle classe privilégiée qui tend à considérer sa propre survie comme une fin en soi et à perpétuer l'État qui assure cette survie, tel est le modèle qu'il nous appartient aujourd'hui de ne pas suivre. Par ailleurs, si l'on prend à la lettre la théorie marxiste du « dépérissement », les conditions matérielles qui avaient provoqué et – selon les marxistes – légitimé la reconstruction d'un appareil étatique devraient permettre aujourd'hui de se passer, de plus en plus, de ce gendarme encombrant et avide de demeurer en place qu'est l'État.

L'industrialisation, bien qu'à un rythme inégal selon les pays, marche à pas de géant dans le monde entier. La découverte de nouvelles sources d'énergie, aux possibilités illimitées, accélère prodigieusement cette évolution. L'État totalitaire engendré par la pénurie et y puisant sa justification devient chaque jour un peu plus superflu. En ce qui concerne la gestion de l'économie, toutes les expériences faites tant dans un pays de capitalisme quintessencié comme les États-Unis que dans les pays soumis au « communisme » d'État démontrent que l'avenir, au moins pour de très larges secteurs de l'économie, n'est plus aux unités de production géantes. Le gigantisme, qui avait halluciné aussi bien les défunts capitaines d'industrie yankees que le communiste Lénine, appartient au passé. *Trop grand*, tel est le titre d'un ouvrage américain sur les méfaits de ce fléau dans l'économie des États-Unis¹⁹. De son côté Khrouchtchev, rustre finaud, avait fini par saisir, bien que tardivement et timidement, la nécessité d'une décentralisation industrielle. On avait cru longtemps que les impératifs sacro-saints de la planification exigeaient la gestion de l'économie par l'État. On s'aperçoit aujourd'hui que la planification par en haut, la planification bureaucratique, est une source effroyable de désordre et de gaspillage, et, comme dit Merleau-Ponty, qu'elle « *ne planifie*

¹⁹ Morris Ernst, *Too Big*, New York, 1940.

pas »²⁰. Charles Bettelheim nous avait montré, dans un livre pourtant trop souvent conformiste au moment où il fut écrit²¹, qu'elle ne pourrait fonctionner efficacement que si elle était dirigée de bas en haut et non de haut en bas, que si elle émanait des échelons inférieurs de la production et était constamment soumise à leur contrôle – alors qu'en URSS ce contrôle des masses brille par son absence. *L'avenir, sans aucun doute, est à la gestion autonome des entreprises par des associations de travailleurs. Ce qui reste à mettre au point, c'est le mécanisme, délicat certes, de leur fédération, de l'harmonisation des divers intérêts dans un ordre qui soit un ordre libre.* De ce point de vue, la tentative de synthèse du socialiste belge César De Paepe, aujourd'hui trop oublié, entre l'anarchisme et l'étatisme, méritait d'être exhumée²².

Sur d'autres plans, l'évolution même de la technique, de l'organisation du travail ouvre les voies à un socialisme par en bas. Les plus récentes recherches en matière de psychologie du travail ont conduit à la conclusion que la production n'est vraiment efficiente » que si elle n'écrase pas l'homme, que si elle l'associe au lieu de l'aliéner, que si elle fait appel à son initiative, à sa pleine coopération, que si elle transmue son labeur de corvée en joie, condition qui n'est pleinement réalisable, ni dans les casernes industrielles du capitalisme privé, ni dans celles du capitalisme d'État. Par ailleurs, l'accélération des moyens de transport facilite singulièrement l'exercice de la démocratie directe. Un exemple en quelques heures, grâce à l'avion, les délégués des sections locales des syndicats ouvriers américains les plus modernes, comme celui de l'automobile, dispersés sur tout un continent, peuvent être aisément rassemblés.

Mais, si l'on veut régénérer le socialisme, inversé par les autoritaires, en le replaçant sur ses pieds, il faut faire vite. Dès 1896, Kropotkine soulignait avec force que, tant que le socialisme prendra un visage autoritaire et étatique, il inspirera aux travailleurs une certaine méfiance et il verra, de ce fait, ses efforts compromis, son développement ultérieur paralysé²³. Le capitalisme privé, historiquement condamné, ne se survit plus aujourd'hui que grâce à la course aux armements, d'une part, et à la faillite du « communisme » d'État, de l'autre. Nous ne pourrions vaincre idéologiquement le *Big Business* et sa prétendue « libre entreprise », sous le couvert de laquelle domine une poignée de monopoles, nous ne pourrions renvoyer au magasin des accessoires le nationalisme et le fascisme toujours disposés à renaître de leurs cendres que si nous sommes capables de présenter, dans les faits, un substitut concret au pseudo-communisme d'État. Quant aux pays dits « socialistes », ils ne sortiront de leur impasse actuelle que si

²⁰ « Réforme ou maladie sénile du communisme », *L'Express*, 23 novembre 1956. Article contemporain du soulèvement ouvrier de Budapest contre le régime stalinien.

²¹ Charles Bettelheim, *La Planification soviétique*, Librairie Marcel Rivière, 1945, pp. 149, 258-259.

²² Voir César De Paepe, « De l'organisation des services publics dans la société future », 1874, in *Ni dieu ni maître, anthologie de l'anarchisme*, réédition de 1969. pp. 317.

²³ Kropotkine, op. cité, pp. 31-33.

nous les aidons, non pas à liquider, mais à rebâtir de fond en comble leur socialisme. Khrouchtchev s'est cassé finalement les reins pour avoir hésité trop longtemps entre le passé et l'avenir. Les Gomułka, les Tito, les Dubček²⁴, malgré leur bonne volonté et leurs velléités de déstalinisation ou de désétatisation, risquent de piétiner, de basculer sur la corde raide où ils se maintiennent dans un instable équilibre et, à la longue, d'échouer, s'ils n'acquièrent pas l'audace et la clairvoyance qui leur permettraient de définir les données essentielles d'un communisme libertaire.

La Révolution de notre temps se fera par en bas – ou ne sera pas.

²⁴ Dirigeants communistes polonais, yougoslave et tchécoslovaque.



Daniel Guérin (1904-1988), écrivain révolutionnaire français, anticolonialiste, militant de l'émancipation homosexuelle, théoricien moderne du communisme libertaire.

Il commence à militer dans les années 1930 avec les syndicalistes révolutionnaires de la revue *La Révolution prolétarienne* de Pierre Monatte. Il s'engage dès ces années dans la lutte contre le colonialisme (Indochine, Liban...).

Au milieu des années 1930, Daniel Guérin rejoint la Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert. Lorsque cette tendance est exclue de la SFIO et crée le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (PSOP), Guérin en devient l'un des responsables. Il se situe à la gauche de cette organisation, et est alors très proche de Trotski, avec lequel il entretient une correspondance.

Durant la guerre, Daniel Guérin s'éloigne peu à peu du marxisme orthodoxe pour se rapprocher de l'anarchisme. À partir de 1959 et de la publication de *Jeunesse du socialisme libertaire*, il cherche une voie nouvelle dans une synthèse de l'anarchisme et du marxisme. Il plaide pour concilier le meilleur de ces deux systèmes de pensée et publie *Pour un marxisme libertaire*, qui sera remanié et réédité sous le titre *À la recherche d'un communisme libertaire*. Actuellement ce livre est édité sous le titre *Pour le communisme libertaire*.

Il demeurera un infatigable militant, notamment engagé dans le soutien actif à la révolution algérienne. Guérin fera également beaucoup pour l'intégration par le mouvement ouvrier de la question homosexuelle. En 1971 il rejoint l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA).

Puis, de 1979 à sa mort en 1988, il est militant de l'Union des travailleurs communistes libertaires, organisation dont est héritière l'actuelle Alternative libertaire.

Pour aller plus loin

UTCL, *Un Projet de société communiste libertaire*

Daniel Guérin, *Pour le communisme libertaire*, éd. Spartacus,

Daniel Guérin, *Ni Dieu Ni Maître, anthologie de l'anarchisme*, éd. La Découverte